Acquisition par ESL & Network du cabinet Rivington

Par **Alexandre Medvedowsky**

Chers amis,

C'est avec beaucoup de plaisir que je vous annonce l'acquisition par ESL & Network, filiale du Groupe Adit, du cabinet Rivington, spécialisé dans la conception de stratégies de communication, d'affaires publiques et de plan d'actions personnalisés pour les entreprises, organisations professionnelles et institutions. Le Groupe Adit, présidé par Philippe Caduc, poursuit ainsi sa croissance dans le domaine des affaires publiques.

Laurent Lotteau, dirigeant fondateur de Rivington, ainsi que ses équipes, rejoignent ESL & Network, filiale du Groupe Adit en charge de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprises, des affaires publiques et de la diplomatie d'affaires. ESL & Network devient, avec cette acquisition, l'un des principaux acteurs français sur ce segment de l'accompagnement des dirigeants français avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 15 millions d'euros et plus de 60 collaborateurs et associés. Je présiderai le directoire de ce nouvel ensemble dans lequel siégeront à mes côtés Bruno Delaye, ancien Ambassadeur, et Laurent Lotteau.

Avec l'acquisition de Rivington, la 6ème depuis 2018, et une croissance organique dynamique, le Groupe Adit renforce sa position d'acteur global de référence dans les métiers d'intelligence stratégique et d'accompagnement à l'international. Créé il y a 30 ans, le Groupe Adit accompagne désormais plus de 500 clients, multinationales, ETI, PME, fonds d'investissement et institutions, sur l'ensemble des activités ayant pour point commun la gestion des risques et l'accompagnement à l'international. Avec une capacité d'intervention mondiale, le groupe est un partenaire de premier plan pour ses clients, avec une offre de services complémentaires : intelligence d'affaires, éthique des affaires, affaires publiques, diplomatie d'affaires, stratégies d'influence, sécurité des affaires, accompagnement opérationnel et assistance technique internationale. Le groupe vise 190 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023 et de nouvelles opérations de croissance externe.

L'agrandissement et le renforcement des équipes d'ESL nous permettra d'accroître nos capacités d'expertise et de mobilisation de moyens d'action que nous mettons au service de nos clients et de notre réseau. Aux fidèles lecteurs de notre Newsletter publiée par les équipes d'ESL & Network / Antidox, je tiens à dire que nous avons à cœur de poursuivre cette quête d'analyse, de regards d'experts lucides et éclairants, sans langue de bois, sur des sujets variés reflétant les enjeux du monde incertain et complexe qui nous entoure. C'est notre devoir et notre travail que de contribuer à vous y préparer.

Merci encore de votre confiance.

Alexandre Medvedowsky
Président d'ESL & Network (groupe Adit)

REGARD D'EXPERT

Immigration : Trois idées fausses

Par **Pierre Jacquemot**

Pierre Jacquemot est universitaire et diplomate, il est ancien ambassadeur de France au Kenya (2000-2003), au Ghana (2005-2008), et en République Démocratique du Congo (2008-2011). Il a également été conseiller du Président du Sénégal Abdou Diouf. Depuis 2011, il est administrateur du GRET et du Groupe initiatives, expert à la Fondation Jean Jaurès et membre du Comité de direction du CIAN (Conseil des investisseurs français en Afrique). Il enseigne à Sciences Po Paris.

La question de l'explosion démographique de l'Afrique subsaharienne – qui verra sa population plus que doubler d'ici 2050 - croise, dans l'imaginaire européen, celle d'une ruée de migrants se déversant sur les rives du Vieux Continent. Trois affirmations, qui nourrissent les préjugés et les peurs et qui font le lit des positions extrêmes, sont contestables.

1ère affirmation - L'Europe de 2050 sera peuplée à 25 % d'immigrés subsahariens

Le Vieux Continent comptera 150 à 200 millions d'Afro-Européens dans trente ans. « Un quart des habitants de l'Europe seront «africains» en 2050 », voire « plus de la moitié des moins de trente ans », a écrit Stephen Smith dans La Ruée vers l'Europe (Grasset, 2018). C'est faux ! Du haut de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France, François Héran rétorque dans une note, construite sur la « matrice bilatérale des migrations », qui recense depuis vingt ans le nombre de natifs d'un pays résidant ailleurs, que cette invasion est un mirage.

L'ordre de grandeur le plus réaliste est cinq fois moindre. Les Subsahariens, dont le nombre va certes fortement augmenter dans leur pays, mais dont les migrants ne représentent que 1 % de la population européenne (1,5 % de la population française) représenteront tout au plus 3 ou 4 % de la population des pays du nord en 2050. Pourquoi pas davantage ? Parce qu'il n'y a pas de parfait vase communiquant entre d'un côté l'augmentation rapide de la population et de l'autre celle de la migration intercontinentale. « Les immigrés subsahariens installés dans les pays de l'OCDE pourraient représenter en 2050 au plus 2,4 % » précise F. Héran. Une hausse importante certes, mais ne permettant en aucun cas de parler d'invasion, même en ajoutant la seconde génération. De plus, rien n'indique que les futurs migrants se tourneront tous vers l'Europe. Lorsqu'ils partent, les Subsahariens choisissent d'abord les pays limitrophes. 70 % s'installent dans un autre pays africain, 25 % se répartissent entre le Golfe et l'Amérique du Nord et 15 % seulement viennent en Europe. Et la France n'est pas un pays si attractif pour les étrangers.

2ème affirmation - La pauvreté est la source de la migration

Faux, également ! Du moins à l'échelle macro-sociétale. L'Afrique subsaharienne émigre peu, moins que l'Amérique centrale, l'Asie centrale ou les Balkans. En raison même de sa pauvreté. Pour quelles raisons ? Les mouvements des populations aujourd'hui confirment un résultat connu depuis les travaux de Wilbur Zelinky (1970). Ce ne sont pas les plus pauvres, les sans-qualifications, qui émigrent. Deux explications reviennent le plus souvent :

- Les personnes ayant une qualification sont celles qui ont la plus forte propension à migrer, car elles auront l'opportunité de trouver le financement de leur départ, de gérer la route souvent périlleuse de la migration puis de trouver un travail à l'étranger.
- Il leur sera plus facile de rejoindre un pays où se trouve déjà une diaspora importante, laquelle est un facteur d'amplification de l'émigration.

Contrairement à une idée reçue, le développement économique crée un climat favorable à l'émigration. Il faudrait ajouter d'autres facteurs comme l'urbanisation où se diffuse l'information sur les « routes » de la migration, où se distend le lien social et où se multiplient les possibilités de financement des départs.

3ème affirmation - L'aide au développement est le moyen le plus efficace pour limiter l'émigration

Encore faux ! Du moins partiellement. Dans les pays pauvres d'Afrique, et contrairement à une idée reçue fortement enracinée dans l'esprit des décideurs publics notamment français, l'aide au développement n'a jamais permis de juguler les flux migratoires. Loin de là. Et peut-être même au contraire. Lorsqu'elle contribue à améliorer le sort des jeunes en leur donnant une compétence et une ouverture intellectuelle grâce à un programme de formation, elle leur confère une grande aptitude à migrer.

À moins que le programme soit ancré dans les réalités locales et rigoureusement conçu pour répondre aux difficultés auxquelles se heurtent les jeunes, avec un accompagnement de leur parcours d'insertion professionnelle et sociale. Dans un contexte européen de montée du populisme xénophobe, le risque est de faire des migrations une question principalement sécuritaire et identitaire au lieu de l'aborder comme un enjeu global. Par temps de crise, l'autre est de trop.

Les idées erronées formulées pour conforter les préjugés de l'opinion souvent hostile aux migrants contrarient en fait le jeu des mobilités indispensables au vrai développement. Les migrants sont des acteurs à part entière de la transformation et des changements politiques, ici comme là-bas, en y contribuant par leurs apports intellectuels, financiers, techniques et culturels. Pour l'admettre et en tirer ensuite les conséquences, il faut renverser l'approche et considérer, sans équivoque, que les mobilités sont à la fois une ressource et un moteur de la transformation structurelle pour les territoires qui sont concernés, ici comme là-bas. Faire de l'aide l'instrument de régulation des migrations n'est pas une bonne idée, comme ne le sont pas davantage les entraves systématiques dans la délivrance des visas contrariant la mobilité nécessaire.

En revanche, faire de l'aide un instrument de valorisation des apports des migrants aurait un sens. Il conviendrait donc de prendre en compte les approches « diasporiques » et de soutenir plus stratégiquement les initiatives, notamment entrepreneuriales, mais pas seulement, de la société civile issue des migrations ●

REGARD D'EXPERT

Bonnes perspectives économiques de l'Arabie Saoudite

Par **Bertrand Besancenot**

Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen- Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Pour la première fois de son histoire, le PIB de l'Arabie Saoudite a dépassé le seuil des 100 milliards de dollars en 2022. Pour un pays de 36,2 millions d'habitants (dont 14 millions – soit 39 % – sont des étrangers), cela représente une richesse par habitant de 58.400 dollars, l'équivalent de celle de la France en parité de pouvoir d'achat.

La bonne conjoncture pétrolière de l'année 2022 est la principale raison du redressement spectaculaire de la croissance, mais elle n'est pas la seule. Effectivement, après trois années de stagnation économique et une récession en 2020, l'Arabie renoue avec des taux de croissance du PIB vigoureux, de 3,9 % en 2021 et de 8,9 % en 2022, grâce à un prix du baril élevé à 101 $ en moyenne sur l'année (soit + 41 %) et une production en hausse.

Tirée par une plus forte demande et malgré le plafonnement dans le cadre de l'accord OPEP +, la production a progressé de 11 % (soit 10,2 millions de barils par jour en moyenne) par rapport à 2021. Ce double effet « prix et volume » a permis au PIB pétrolier de progresser de 15,4 % au cours de l'année. Ainsi, les exportations ont fait un bond de 47 % en 2022. De son côté, le PIB hors pétrole a progressé de 5,4 %, tiré par l'ensemble des secteurs (commerce de détail, transport, activités financières et construction). La consommation des ménages a elle aussi progressé de 5 %. L'Arabie axe son développement sur la montée en charge du secteur privé et la diversification de l'économie, avec le fonds souverain PIF comme

fer de lance. Ceci se lit dans les chiffres d'investissement qui devraient progresser de 18 % en 2022. Comme lors de précédentes hausses de prix des hydrocarbures (en 2010 et 2017), le solde courant est redevenu très excédentaire. Il pourrait atteindre en 2022 le montant considérable de 155 Mds USD, soit l'équivalent de 15,1 % du PIB. Ceci a permis au pays d'améliorer un peu ses réserves de change à 460 Mds USD (fin 2022), soit un niveau élevé équivalent à presque deux années d'importations, malgré leur chute depuis 2014.

La dette externe, de son côté, a un peu diminué à 263 Mds USD fin 2022. Les réserves nettes, en y incluant certains actifs du PIF, représentent donc 246 Mds USD, soit 24 % du PIB. Cela reste un montant très confortable, même s'il a beaucoup chuté depuis 2015, où il atteignait 69 % . Du côté des finances publiques, les excédents budgétaires de 2022 devraient s'établir à 3 % du PIB. Cette bonne performance (après huit années de déficit budgétaire), soutenue par la forte croissance du PIB de presque 9 %, va donc permettre une forte baisse de l'endettement public. Au total, le ratio de dette publique sur PIB devrait se contracter de 34% à 28 %. Quant à l'inflation, elle est restée très mesurée, et s'est atténuée à 2,5 % en 2022, après un impact plus fort – au cours des précédents trimestres – lié aux mesures fiscales et à la hausse de la TVA.

Qu'attendre de l'année 2023 ?

Cette année, une décélération de la croissance à 2,8 %, en raison de l'effet de base et d'un pétrole un peu moins cher (prévision à 91 $ le baril), est attendue. Après la forte hausse de 2022, le secteur pétrolier va se stabiliser en 2023 et la croissance pourrait chuter à 1 % compte tenu de volumes de production assez stables et d'un prix du pétrole en légère baisse. En revanche, le PIB hors pétrole devrait poursuivre son rebond d'activité, qui pourrait s'établir autour de 4 %. L'inflation devrait rester modérée à 2,2 %. En bref, pour un pays encore largement rentier, la principale fragilité est le caractère cyclique de la politique économique et des équilibres macro-économiques en fonction de la volatilité des prix du pétrole. La politique budgétaire tend à réduire cette vulnérabilité grâce à des réformes fiscales vigoureuses (TVA et baisse des subventions), mais l'économie devrait malgré tout rester rentière à moyen terme.

Le succès de la diversification de l'économie va donc dépendre, dans les prochains trimestres, de la poursuite de la réalisation du programme de réformes, et en particulier du délicat équilibre de son financement entre les ressources financières domestiques et l'attraction des investissements directs étrangers. D'où la priorité accordée par les autorités de Riyad à ce dernier objectif, afin de financer les grands projets de la Vision 2030 ●

REGARD D'EXPERT

The case of Airman First Class Jack Teixeira: How an inconsequential enlisted man was able to expose some of America's closely guarded secrets

Par **Sean Bertran**

Born in the United States, Sean has an extensive career in communications, both in France and in America; having worked in political communications as well as in government relations and advocacy. He holds a Master's Degree in Public Affairs from Sciences Po Paris and a Bachelor's of Arts in political science from the University of South Carolina.He joins Antidox as a Senior Consultant specializing in English communications.

There have been several high-profile intelligence leaks in the United States in recent years, caused by Americans who have gained access to classified information. One of the most notable leaks occurred in 2013 when former National Security Agency contractor Edward Snowden revealed the agency's massive surveillance programs.

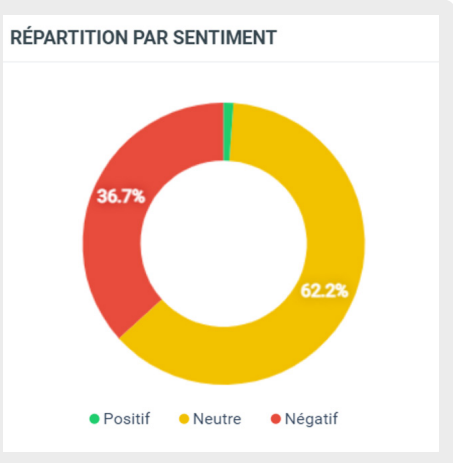
Another significant leak happened in 2017 when Reality Winner, a former intelligence contractor, leaked a classified report detailing Russian interference in the 2016 presidential election. The most recent leak, involving an enlisted member of the US Air Force, once again brought this issue to the fore, as Airman First Class Jack Teixeira succeeded in smuggling out hundreds of classified documents to share with his online gaming group on the Discord platform.

Following the leaks, many individuals wondered how such a junior individual could have access to such documents, such as briefings for Gen. Mark A. Millet, the chairman of the US Joint Chiefs of Staff, the nation's highest-ranking military officer. Prior to the 9/11 attacks, there was limited information sharing between different US government agencies, which hindered their ability to identify and prevent terrorist threats. In response, significant reforms were implemented to improve communication and cooperation among the intelligence community. The creation of the Department of Homeland Security in 2002 brought together several agencies under one umbrella, enabling better coordination and information sharing. Additionally, the Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act of 2004 established a new Director of National Intelligence position to oversee the intelligence community and facilitate collaboration between agencies. These reforms also led to the development of new information-sharing protocols and technologies to enhance communication and enable faster and more accurate intelligence analysis.

While the intelligence community reforms following 9/11 aimed to improve national security by enhancing communication and information sharing, they also inadvertently led to several high-profile intelligence leaks. The reforms enabled the creation of massive databases containing vast amounts of classified information, making it easier for insiders to access and leak sensitive information. The Edward Snowden case, for example, involved the leak of classified information on the National Security Agency's surveillance programs that Snowden was able to access due to his role as a contractor. This same

system, originally meant to strengthen the intelligence community, allowed Teixeira access to highly sensitive documents, which he was then able to smuggle out of his base in Massachusetts. Reactions came swiftly after the news broke. Compared to previous leaks, such as the leaks by Edward Snowden in 2013, few individuals sympathized with Teixeira. While some saw Snowden as a hero for shedding light on what they viewed as government overreach and a violation of privacy rights, Teixeira has been widely condemned as recklessly putting lives at risk in order by sharing top secret information with his friends online.

The leaked top secret information, including briefs for the chairman of the US Chiefs of Staff, poses significant potential harm to national security. Top secret information is the highest level of classified information and is reserved for information that, if disclosed, can cause « exceptionally grave damage ». Leaking such information, even to friends on a social media platform, has severe consequences, including the loss of human life, compromised intelligence operations, and damage to national security interests.



Measurement of favorable vs. unfavorable sentiments of tweets mentioning Jack Teixeira on Twitter

His reckless actions also exposed America's espionage capacities to the Kremlin, which wasted no time doctoring the documents to suit their own designs, which were shared on pro-Russian Telegram channels. Online conspiracy groups, particularly from the far-right, also leapt at the chance to comment on the revealed documents and attack the Biden administration, increasing the spread of false information.

For example, far-right firebrand YouTuber Clayton Morris, who has more than 1.87 million subscribers, claimed that the Washington Post was an « arm of the CIA », and used the documents to prove his claim that « Ukraine is the most corrupt government in Europe » and that the documents show that « Ukraine cannot win this war. »

« Now we have confirmation of this beyond just some leaks from government officials,» says Morris. « It's in the Pentagon's documents. We know this to be true. » As of publication, this video has received nearly 375k views. While it's unclear how America's leaders will proceed following this latest leak, one thing is certain: of the leaks the US intelligence community has experienced, there has been no foreign agent, nor a cyber-attack, that has successfully breached American intelligence databases. Instead, each and every one of the significant intelligence leaks have come from the inside.

Airman Teixeira's fate may be sealed - individuals who are found to have leaked such information could face severe legal consequences and military discipline, including imprisonment and dishonorable discharge. But the systems themselves, which were designed to prevent terrorist attacks and facilitate the sharing of intelligence information, have opened the doors to internal actors to cause havoc should they wish. This will be a much more difficult situation to resolve ●

À propos de nous

Xavier DESMAISON
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.

Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.